



Appui à la gestion des connaissances (AGC)  
Département de la Recherche  
Direction de la Stratégie  
5, rue Roland Barthes  
75012 Paris / France  
www.afd.fr

## DÉFIS MONDIAUX : Secteur privé et développement

- L'industrie légère en Afrique  
Politiques ciblées pour  
susciter l'investissement  
privé et créer des emplois
- Politique du groupe de la  
Banque africaine de déve-  
loppement pour le déve-  
loppement du secteur privé
- La mobilisation du secteur  
privé en faveur du dévelop-  
pement : quel rôle peuvent  
jouer les facilités européennes  
d'investissement ?

## GÉOGRAPHIES : Afrique du Sud

- *The Experience of Economic  
Redistribution: The Growth,  
Employment and Redistribu-  
tion Strategy in South Africa*
- Etude économique de  
l'Afrique du sud 2013
- Nouveaux modèles  
de production et  
d'investissement en  
Afrique du Sud

## DÉBATS SUR L'AIDE

- La France, l'Europe et l'aide  
au développement : des  
traités de Rome à nos jours :  
colloque du 8 décembre 2011
- *Aid, Structural Change and  
the Private Sector in Africa*
- Les déterminants politiques  
de la mesure de l'aide au  
développement

## A NE PAS MANQUER

- Sihanouk,  
le roi insubmersible
- Rapport sur le dévelop-  
pement humain 2013. L'essor  
du Sud : le progrès humain  
dans un monde diversifié
- La mer, vecteur et  
enjeu du futur

## EDITO



### Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement 21 mai 2013

Suite à l'adoption de la  
Déclaration universelle de  
l'UNESCO sur la diversité culturelle  
en novembre 2001, l'Assemblée  
générale des Nations Unies, dans  
sa résolution 57/249, s'est félicitée  
des grandes lignes de son Plan  
d'action et a proclamé le 21 mai  
Journée mondiale de la diversité  
culturelle pour le dialogue et le  
développement.

Cette journée offre la possibilité  
d'approfondir nos réflexions sur les  
valeurs de la diversité culturelle et  
aussi d'apprendre à mieux « vivre  
ensemble ». L'UNESCO continue  
ses actions pour mieux faire  
prendre conscience de la relation  
essentielle qui existe entre la  
culture et le développement, ainsi  
que du rôle important des  
techniques de l'information et de la  
communication dans cette relation.



13 MAI 2013

*International Conference on Forests  
for Food Security and Nutrition,*  
FAO, Rome (Italie)

15 – 17 MAI 2013

Congrès international « La culture, une clé  
pour le développement durable »,  
UNESCO, Hangzhou (Chine).

19 – 20 MAI 2013

2<sup>e</sup> Sommet de l'Eau Asie/Pacifique,  
*Asian Development Bank (ADB),*  
Chiang Mai (Thaïlande)

19 – 27 MAI 2013

Panafricanisme et renaissance africaine,  
21<sup>e</sup> session ordinaire du Sommet de l'Union  
Africaine, Addis-Abeba (Ethiopie)

20 – 28 MAI 2013

MAB (*Man and the Biosphere Programme*)  
Secrétariat (SC/EES),  
OMS, Genève (Suisse)

22 – 25 MAI 2013

Salon International de l'Eau, AMEPA,  
Casablanca (Maroc)

25 MAI 2013

Journée mondiale pour l'Afrique

25 – 31 MAI 2013

*Week on Agricultural Innovation in Africa,*  
CGIAR, Nairobi (Kenya)

27 – 31 MAI 2013

Réunion mixte d'experts FAO/OMS sur  
l'évaluation des risques microbiologiques  
présentés par les denrées alimentaires (EN),  
FAO/OMS, Rome (Italie)

29 AU 31 MAI 2013

eLearning Africa 2013, Ministère namibien  
de l'Education, Windhoek (Namibie)

31 MAI 2013

5<sup>e</sup> Forum International économique  
Amérique latine et Caraïbes 2013,  
Banque interaméricaine de développement  
/ Ministère français de l'Economie,  
des finances et de l'industrie, Paris (France)

4 – 6 JUIN 2013

AGRAR 2013, L'agriculture face aux défis de  
l'alimentation et de la nutrition en Afrique  
en zone cotonnière, CIRAD, Yamoussoukro  
(Côte d'Ivoire)

## agenda

## Secteur privé et développement

### L'OUVRAGE

*L'industrie légère en Afrique  
Politiques ciblées pour susciter  
l'investissement privé et  
créer des emplois*

PALMADE, V., PEARSON, 2012, 191 p.  
Cote T3.057

L'ouvrage étudie comment l'Afrique Subsaharienne peut accroître la productivité, notamment celle des petites entreprises, appartenant surtout au secteur informel. L'étude s'est appuyée sur cinq outils d'analyse : une étude basée sur les enquêtes de la Banque mondiale auprès des entreprises, des entretiens qualitatifs avec environ 300 chefs d'entreprises ; des entretiens quantitatifs avec environ 1 400 chefs d'entreprises, des entretiens approfondis avec environ 300 chefs d'entreprises moyennes et une étude de l'effet des formations Kaizen. À partir de ces outils, l'ouvrage permet d'identifier les contraintes essentielles de l'industrie légère en ASS et propose des solutions pour les déjouer à la fois par des mesures d'initiative privée et par des actions publiques. Il envisage également les changements qui, dans les autres secteurs (agriculture, éducation et infrastructures), doivent faciliter l'expansion des petites entreprises. Visant à trouver des moyens concrets pour favoriser la création d'emplois en Afrique subsaharienne, ce rapport s'appuie sur les expériences et solutions d'autres pays en développement pour éclairer ses recommandations.



@AFD - Eric Beugnot

### LE RAPPORT WEB

*Politique du groupe de la Banque  
africaine de développement pour  
le développement du secteur privé*

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT,  
2012, 38 p.

[http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/AIDB\\_Strat%2B%C2%ACgie\\_DevSP\\_Mai2012fr.pdf](http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/AIDB_Strat%2B%C2%ACgie_DevSP_Mai2012fr.pdf)

Le Groupe de la Banque africaine de développement considère l'appui et l'aide au développement du secteur privé en vue d'édifier des États forts et dotés de capacités de réaction comme le principal moyen de s'acquitter de son mandat de « contribuer au développement économique et au progrès social durables de ses pays membres régionaux, individuellement et collectivement ». La présente Politique de développement du secteur privé vise à s'assurer que l'essentiel des projets et opérations à l'appui de réformes du Groupe de la Banque contribue directement à renforcer le secteur privé sur l'ensemble du continent.

### L'ARTICLE

*La mobilisation du secteur privé  
en faveur du développement : quel  
rôle peuvent jouer les facilités  
européennes d'investissement ?*

RUDISCHHAUSER, K., TECHNIQUES FINAN-  
CIERES ET DEVELOPPEMENT, 2012, n° 109

L'Union européenne (UE) a récemment lancé le mixage prêts-don comme l'un des instruments de sa politique d'aide extérieure, les sept « facilités » régionales d'investissement créées à cet effet couvrent aujourd'hui presque tous les pays de la zone de coopération extérieure. Ces facilités combinent des subventions de l'UE ou du fonds européen de développement (FED) et des contributions volontaires des États membres avec d'autres ressources telles que des prêts des institutions financières européennes. Si l'accent a été mis jusqu'à présent sur les investissements à caractère public, ces facilités peuvent également catalyser les investissements à caractère privé en mettant les subventions au service d'instruments financiers innovants, en vue d'accroître la mobilisation des capitaux privés pour des projets ayant un impact significatif en termes de développement.

### A LIRE ÉGALEMENT

*Investir en Afrique pour gagner :  
L'entreprise africaine et  
la mondialisation*

ANANI SITTI, E., L'HARMATTAN,  
2011, 113 p.  
Cote ZAS.135

### A LIRE ÉGALEMENT

*Development and the Private Sector*

MDGIF (FONDS POUR LA RÉALISATION DES  
OMD), 2013, 60 p.

<http://www.mdgfund.org/fr/content/developmentandprivatesector>



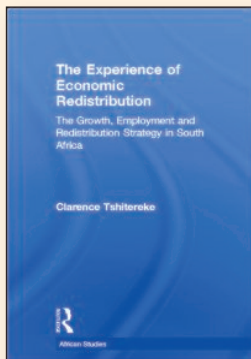
## Afrique du Sud

### L'OUVRAGE

*The Experience of Economic Redistribution: The Growth, Employment and Redistribution Strategy in South Africa*

TSHITEREKE, C., ROUTLEDGE, 2012, 224 p.  
Cote PZA.041

Cet ouvrage propose une analyse de l'économie politique d'un pays en transition. Il décrit l'importance de la participation de l'industrie minière aurifère dans le façonnement du paysage politique de l'Afrique du Sud, et montre à quel point la transition politique a été amenée à mettre en place un nouveau mode de régulation de l'accumulation du capital. Au cours de ce processus, les victimes de l'apartheid sont devenus maintenant les victimes du néo-libéralisme de la démocratie, amenant le gouvernement à adopter une orientation interventionniste et redistributive.



### A LIRE ÉGALEMENT

*République d'Afrique du sud : document de stratégie pays 2013-2017*

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT, 2012, 40 p.

<http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Afrique%20du%20Sud%20-%202013-2017%20-%20Document%20de%20strat%C3%A9gie%20pays.pdf>



### LE RAPPORT

*Etude économique de l'Afrique du sud 2013*

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, 2013

Malgré de grands succès dans de nombreux domaines économiques et sociaux au cours des 19 dernières années, l'Afrique du Sud est confrontée à un certain nombre de difficultés économiques persistantes qui reflètent au moins en partie l'héritage pernicieux de l'apartheid. Le chômage demeure beaucoup trop élevé, les résultats éducatifs sont médiocres en moyenne et très inégaux, ce qui se traduit par une offre excédentaire de main-d'œuvre non qualifiée et une accentuation des disparités de revenus. Par ailleurs, les perspectives de progrès réguliers du bien-être sont compromises par les défis environnementaux, notamment le changement climatique et la rareté de l'eau. L'Afrique du Sud a besoin d'une croissance rapide et solidaire, mais aussi d'assurer la transition vers une économie sobre en carbone et de gérer efficacement ses ressources hydriques rares. Pour s'attaquer efficacement à ces problèmes fondamentaux, une gestion avisée des politiques macroéconomiques s'impose, mais il faudra surtout améliorer la mise en œuvre des politiques structurelles, l'éducation étant un domaine particulièrement critique.

### L'ARTICLE

*Nouveaux modèles de production et d'investissement en Afrique du Sud*

ANSEEUW, W., ETUDES RURALES, 2012, n° 190, 15 p.

Quinze ans après une première réforme agraire liée à la fin de l'apartheid, le secteur agricole sud-africain connaît une restructuration caractérisée par l'apparition de nouveaux modèles de production et de financement. Ces nouveaux modèles résultent de l'engagement plus soutenu d'une catégorie d'acteurs étrangers au secteur agricole traditionnel (banques commerciales, entreprises d'ingénierie agricole, sociétés de gestion d'actifs, fonds d'investissement) qui souhaitent diversifier leurs portefeuilles d'activité. Un nouveau paradigme de développement s'impose : on entre dans une dynamique de capitalisation et d'industrialisation. Après avoir présenté de façon synthétique les logiques de ces nouveaux investisseurs, cet article étudie les effets de ces restructurations sur la concentration et la dualisation du secteur agricole, la sécurité et la souveraineté alimentaires, la perte du statut de l'agriculteur.

Vous êtes un agent de l'AFD, pour emprunter un ouvrage, [cliquez ici](#).

## L'OUVRAGE

*La France, l'Europe et l'aide au développement : des traités de Rome à nos jours : colloque du 8 décembre 2011*

COMITE POUR L'HISTOIRE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA FRANCE, 2013, 257 p.  
Cote R3.255

Le colloque sur « La France, l'Europe et l'aide au développement, des traités de Rome à nos jours », tenu à l'initiative de l'AFD et de l'IGPDE, présente sous la forme d'un dialogue entre des universitaires et des grands acteurs de terrain (Philippe de Fontaine Vive, Dieter Frisch, Omar Kabbaj, Bernard Petit, Dov Zerah, Tertius Zongo) un état des lieux de la coopération pour le développement de trois acteurs clefs : l'AFD et les gouvernements français, la Commission européenne, les États bénéficiaires de l'aide... A travers ces contributions, l'ouvrage met en scène la France et l'Europe face aux pays aidés du Sud. Il offre une vision d'ensemble des politiques d'aide publique au développement depuis 1945 jusqu'à nos jours.



## LE RAPPORT WEB

*Aid, Structural Change and the Private Sector in Africa*

PAGE, J., UNITED NATIONS UNIVERSITY / WORLD INSTITUTE FOR DEVELOPMENT ECONOMICS RESEARCH, 2012, 34 p.  
[http://www.wider.unu.edu/publications/working-papers/2012/en\\_GB/wp2012-021/\\_files/87185182242701321/default/wp2012-021.pdf](http://www.wider.unu.edu/publications/working-papers/2012/en_GB/wp2012-021/_files/87185182242701321/default/wp2012-021.pdf)

Ce rapport soutient que l'aide publique au développement est en partie responsable de l'absence de changement structurel en Afrique. Les partenaires du développement de l'Afrique ont consacré trop peu de ressources et d'attention à l'investissement privé, se concentrant plutôt sur les réformes réglementaires. Une nouvelle stratégie d'aide qui catalyse l'investissement privé est nécessaire. Pour créer des emplois et soutenir la croissance, les bailleurs de fonds devront proposer un nouveau programme pour encourager les exportations, renforcer les capacités de l'entreprise ainsi que l'intégration régionale.

## A LIRE ÉGALEMENT

*Developing World Prospects Solid, But Bumpy Road Ahead*

BANQUE MONDIALE, 2013, 168 p.  
[http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1322593305595/8287139-1358278153255/GEP13AFinalFullReport\\_.pdf?cid=1SG\\_E\\_WBWeeklyUpdate\\_NL](http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1322593305595/8287139-1358278153255/GEP13AFinalFullReport_.pdf?cid=1SG_E_WBWeeklyUpdate_NL)

## L'ARTICLE

*Les déterminants politiques de la mesure de l'aide au développement*

GABAS, J.-J. / RIBIER, V., ARMAND COLIN, REVUE TIERS MONDE, 2013, n° 213, pp. 33-50  
<http://www.euractiv.fr/developpement/ue-maintient-budgets-de-l-aide-au-developpement-18046.html>

Les négociations sur l'aide au développement dans le budget 2014-2020 ont abouti à reconduire le même niveau de dépenses qu'en 2007-2013. L'enveloppe « Europe, acteur global », financera l'action extérieure de l'UE à hauteur de 58, 704 milliards d'euros. Le Fonds européen de développement (FED), réservé aux pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), sera abondé de 26, 984 milliards d'euros pour les sept prochaines années. Initialement, la Commission préconisait de relever les deux budgets, à hauteur de 70 et de 30,3 milliards d'euros. La réduction des ambitions par rapport à la proposition initiale de l'exécutif européen suscite le mécontentement des professionnels du secteur, ONG et parlementaires.

## A LIRE ÉGALEMENT

*Outre-mer, l'aide au développement a progressé en 2012*

LA TRIBUNE, 2013, 3 p.

Vous êtes un agent de l'AFD, pour emprunter un ouvrage, [cliquez ici](#).

## L'OUVRAGE

### *Sihanouk, le roi insubmersible*

CAMBACERES, J.-M., LE CHERCHE MIDI, 2013.

Cote : PKH.029

Norodom Sihanouk (1922-2012) a été une personnalité forte et originale du monde asiatique. Roi du Cambodge à 18 ans, il connut la Seconde Guerre mondiale, la guerre d'Indochine et celle du Vietnam. Il a obtenu l'indépendance de son pays en 1953, a survécu au coup d'État de Lon Nol en 1970, au régime khmer rouge puis à l'occupation vietnamienne. Il redevint roi en 1993 après les accords de Paris et la paix retrouvée. Il abdiqua en 2004 en faveur de son fils Sihamoni. Dans cette biographie inattendue, fouillée, nourrie de nombreuses anecdotes et informations, Jean-Marie Cambacères revient sur le destin peu commun de ce monarque considéré comme l'un des pères de la francophonie et qui fut aussi cinéaste, musicien, chanteur et écrivain.



## A LIRE ÉGALEMENT

### *L'exigence d'une gouvernance mondiale*

ZERAH, D., LGDJ, 2013, 204 p.  
Cote : E3.300

## LE RAPPORT WEB

### *Rapport sur le développement humain 2013. L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié*

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT, 2013, 228 p.  
<http://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/HDR/2013GlobalHDI/French/HDR2013%20Report%20French.pdf>

Si la croissance des économies des pays développés a cessé en raison de la crise financière de 2008-2009, celle des pays en développement s'est poursuivie, et le monde a subitement pris conscience du changement. L'essor du Sud, considéré dans le monde en développement comme un rééquilibrage nécessaire, a depuis fait l'objet de nombreux commentaires. Cependant, ce débat a été généralement axé en priorité sur le PIB et l'augmentation des échanges dans quelques grands pays. Pourtant, une dynamique plus large est à l'œuvre, impliquant plus de pays et des tendances plus profondes avec des implications d'une portée potentiellement plus vaste pour la vie des personnes, l'équité sociale et la gouvernance démocratique, tant au niveau local que mondial. Comme le montre le présent rapport, l'essor du Sud est à la fois le fruit d'investissements réguliers en développement humain et de succès récurrents en la matière, et une opportunité pour le monde entier d'approfondir plus encore les progrès humains.

## L'ARTICLE

### *La mer, vecteur et enjeu du futur*

DESCLEVES, E., ETUDES, 2013, vol. 418, n° 3, pp. 295-306

La mer est la matrice originelle. Les acquisitions les plus récentes de la science tendent à confirmer l'adage. De même que les plus audacieuses avancées de la technologie moderne conduisent à un corollaire : la mer est l'avenir de la Terre. L'avenir du monde va donc largement se jouer sur les océans avec leurs ressources incommensurables et encore inconnues, mais aussi sur le « modèle maritime », véritable fil directeur du futur. Les nations européennes dans leur ensemble, et la France en particulier ont en main tous les atouts pour prendre l'initiative de cette aventure dans laquelle la plupart des nations émergentes se sont déjà résolument engagées.

## A LIRE ÉGALEMENT

### *Internet, un nouvel espace de liberté sous surveillance*

VALJAVEC, E., ETUDES, 2013, vol. 418, n° 3, pp. 317-327



Au sommaire  
du prochain numéro

- MIGRATIONS
- MAROC

Vous êtes un agent de l'AFD,  
pour emprunter un ouvrage, [cliquez ici](#).

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement.

Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD.

Africa confidential ■ African business magazine ■ African review of money finance and banking ■ Afrique agriculture ■ Afrique éducation ■ Aghrymet ■ Bulletin Alter-agri ■ Alternatives économiques ■ Alternatives internationales ■ Arabies ■ Archimède et Léonard ■ Les carnets de l'Aitec ■ Ashgate ■ Assexport ■ Autrepart ■ Aventure au XXème siècle ■ Banque magazine ■ Bois et forêts des tropiques ■ Bulletin de l'Union européenne ■ Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria ■ Bulletin du club du Sahel ■ Bulletin du Conseil général du Gref ■ Bulletin du Fmi ■ Bulletin du Parlement européen ■ Bulletin économie solidaire Ires ■ Bulletin Medcoop ■ Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse ■ Bulletin Objectif Terre ■ Bulletin officiel de la Banque de France ■ Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) ■ Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) ■ Bulletin tropical Cahiers/agriculture ■ Les Cahiers de l'Ifri ■ Les Cahiers de l'Outre-mer ■ Les Cahiers d'études et de recherches francophones ■ Cambridge Journal of Economics ■ Choix ■ La chronique Amnesty International ■ Commerce international du bois ■ Le Courrier de la planète ■ Le Courrier des Pays de l'est ■ Le Courrier du maire ■ Critique internationale ■ Déchets, sciences et technique ■ Diagoflash ■ Dialogue ■ Eau potable ■ Ecoliers du monde ■ Economia ■ Economica ■ Economie et humanisme ■ Economie et prévision ■ Economie et sociétés ■ Economie et statistique ■ Economie internationale ■ L'Economie politique ■ Economie rurale ■ Energie plus environnement et techniques ■ L'Environnement magazine, décision environnement ■ Revue études ■ Les études de la Dgcid ■ Etudes foncières ■ L'Expansion Management Review ■ Eyrolles ■ Faim et développement magazine ■ Far Eastern Economic Review ■ Finances et développement ■ Bulletin d'information forêt méditerranéenne ■ Forum du commerce international ■ Fraternitaire ■ Fruitrop ■ Gafi - bulletin d'informations ■ Géopolitique ■ Gérer et comprendre - annales des mines ■ Grain de sel ■ Gret ■ L'Harmattan ■ Health Policy and Planning ■ Hérodote ■ Hommes & migrations ■ Hydro plus magazine ■ Industry and Environment ■ Infosuma ■ Insee première ■ International Rubber Digest ■ IRD ■ Journal des Communautés européennes ■ Journal of African Economies ■ Journal of Microfinance ■ Khartala ■ Lettre Africa Energy Intelligence ■ Lettre d'information de l'Adea ■ Lettre d'information de l'Eadi ■ Lettre de conjoncture Bnp Paribas ■ Lettre de la profession bancaire ■ Lettre de l'Atibt ■ Lettre de l'Isted ■ Lettre de l'Océan indien ■ Lettre de Profession politique ■ Lettre de transparence ■ Lettre du blanchi-

ment ■ Lettre du Cean ■ Lettre du Cepii ■ Lettre du Sahel ■ Lettre Gereso ■ Lettre mensuelle d'Equilibre et populations ■ Lettre mensuelle leom ■ Lettre mensuelle ledom ■ Liaisons énergies francophonie ■ Litec ■ Maghreb sélection ■ Marchés des céréales ■ Marchés du riz ■ Le Marin ■ Middle East Economic Digest ■ Mining journal ■ Le Moci ■ Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment ■ Nord- Sud Export ■ Les Notes bleues de Bercy ■ Note de conjoncture de l'Insee ■ Notes et études documentaires ■ Notes rapides de l'aurif ■ Les Nouvelles calédoniennes ■ Les Nouvelles d'Addis ■ Nouvelles de l'Uit ■ Nouvelles du sud ■ Nouvelles économiques et financières de Tunisie ■ Les Nouvelles de l'Office international de l'eau ■ L'Observateur de l'Ocde ■ Observations et diagnostics économiques ■ Ocde ■ Oil World ■ Option finance ■ Péninsule ■ Perspectives de l'alimentation Fao ■ Perspectives économiques de l'Ocde ■ Pétrole & gaz informations ■ Peuples en marche ■ Politique africaine ■ Politique étrangère ■ Problèmes économiques ■ Repères émergents ■ Revue Cambodge actualités ■ Revue d'économie du développement ■ Revue d'économie financière ■ Revue d'économie industrielle ■ Revue d'économie politique ■ Revue de la stabilité financière ■ Revue des concessions et délégations de service public ■ Revue des transports urbains ■ Revue des questions humanitaires ■ Revue du Trésor ■ Revue économique et sociale ■ Revue humanitaire ■ Revue Tiers monde ■ Rice Situation and Outlook Report ■ Santé et travail ■ Savings and Development Sciences ■ Journal sécheresse ■ Small Enterprise Development Journal ■ Sociétal ■ Sugar and sweetener ■ yfia international ■ Systèmes solaires ■ Techniques financières et développement ■ Techniques culturelles simplifiées ■ Transports urbains ■ Transport international Urbanisme ■ Vietnam Investment Review ■ Villes en développement ■ Vivre autrement ■ World Bank Economic Review ■ World Bank Research Observer ■ World Development ■ World Economic and Financial Surveys ■ World Economic Outlook.

**Directeur de la publication :** DOV ZERAH

**Responsable de la rédaction :** PHILIPPE CABIN

**Coordination :** HADJ LAKHAL

**Réalisation :** HADJ LAKHAL, RÉGINE RENNESSON, CHANTAL SARALLIER

**Graphisme :** F. TUAL / FERRARI CORPORATE

**Saisie/mise en page :** MARCELLE LARNICOL

ISSN 1639-044X

**Pour contacter RCH/AGC :** 01 53 44 36 43